



Luxembourg, le 14 FEV. 2025

Creos Luxembourg SA
105, rue de Strassen
L-2555 LUXEMBOURG

N/Réf.: 2024-002260

V/Réf.: 2024_00964 et 2024_00965

Réf. MyGuichet: 2024-A269-P871

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 16 décembre 2024 de la part de Creos Luxembourg SA ayant pour objet une destruction au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 dans l'intérêt du démontage de la ligne aérienne existante 2x65kV Roost-Colmar et du démontage des supports 1 à 8B de la ligne aérienne existante 2x65kV Roost-Freckeisen sur les territoires des communes de Bissen, de Colmar-Berg et de Mersch ;

Considérant le bilan écologique du projet de développement soumis «2024_00964 - Bissen» dressé par Best Ingénieurs-Conseils en date du 28 novembre 2024 qui fait état d'une destruction de 2 324 éco-points au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ;

Considérant que le requérant est autorisé à réaliser in situ des mesures compensatoires et/ou des infrastructures vertes définies avec une valeur de 2 324 éco-points dans le bilan écologique soumis « 2024_00964 – Bissen » du 28 novembre 2024, conformément à l'article 63.3 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ;

Considérant le bilan écologique du projet de développement soumis « 2024_00965 – Bissen » dressé par Beset Ingénieurs-Conseils en date du 28 novembre 2024 qui fait état d'une destruction de 3 678 éco-points au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 ;

Considérant qu'en raison des mesures des compensatoires in situ dans le bilan écologique « 2024_00964-Bissen », le déficit à compenser s'élève à 3 678 éco-points,

Arrête :

Conditions

Article 1.- Le requérant désigné ci-avant est autorisé à effectuer une destruction au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et du démontage de la ligne aérienne existante 2x65kV Roost-Colmar et démontage des supports 1 à 8B de la ligne aérienne existante 2x65kV Roost-Freckeisen sur les territoires des communes de Bissen, de Colmar-Berg et de Mersch, dans le respect des conditions définies par le présent arrêté.

Article 2.- La présente autorisation ne prend effet qu'après le règlement de l'intégralité de la taxe de remboursement définie à l'article 7.

Mesures de compensation in situ

Article 3.- Le requérant désigné ci-avant est autorisé à réaliser des mesures compensatoires in situ sur les territoires des communes de Bissen, de Colmar-Berg et de Mersch, dans le respect des conditions définies par le présent arrêté.

Article 4.- La réalisation concrète des mesures compensatoires, à l'exception de celles réalisées dans les pools compensatoires, doit se faire endéans le même délai que celui relatif à la réalisation du projet pour lequel ces mesures sont prescrites.

Article 5.- En cas de faible reprise des plantations, un regarnissage annuel est réalisé par les soins du requérant.

Article 6.- La période d'entretien des éléments du milieu naturel créés suite à la mise en œuvre des mesures compensatoires est de vingt-cinq ans à compter de la réalisation de chaque mesure compensatoire.

Pool compensatoire

Article 7.- Le requérant est autorisé à débiter cette valeur de registre prévu à l'article 66 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 moyennant paiement d'une taxe de remboursement à hauteur de EUR 3 678 (trois mille six cent soixante-dix-huit euros) sur le compte de l'Etat tel que précisé sur le formulaire intitulé « taxe de remboursement » annexé à la présente.

Destruction de biotopes et réalisation des travaux

Article 8.- Les travaux sont réalisés sur les territoires des communes de Bissen, de Colmar-Berg et de Mersch, selon la demande et les plans soumis,

Article 9.- La surface à défricher est à identifier sur le terrain et à réceptionner par les représentants de l'Administration de la nature et des forêts (Triage de Bissen, tél : 621 202 144, Triage de Colmar-Berg, tél : 621 202 149 et Triage de Mersch-Est, tél : 621 202 128), et ceci avant le commencement des travaux.

Article 10.- Les travaux de défrichement et/ou débroussaillage se font pendant la période entre le 1^{er} octobre et fin février. Le préposé de la nature et des forêts est averti avant le commencement des travaux.

Article 11.- La végétation destinée à rester sur place est protégée pendant la phase chantier par une clôture fixe afin d'éviter tout endommagement de leur système racinaire et de leur partie aérienne.

Article 12.- Toute destruction, réduction ou détérioration de biotopes protégés ou habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 non reprise sur le bilan écologique soumis doit faire l'objet d'une demande d'autorisation à part, y compris une identification précise des biotopes protégés et habitats à faire élaborer par une personne agréée en la matière ainsi qu'une évaluation des éco-points conformément à la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1^{er} août 2018.

Article 13.- Les pylônes métalliques en treillis, y compris la fondation, sont enlevés et les terrains sont remis dans leurs états initiaux.

Article 14.- Les accès sont réalisés conformément aux plans soumis.

Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Gilles Biver
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe

Copies pour information :

- Arrondissement CENTRE-OUEST
- Administrations communales de BISSEN, de COLMAR-BERG et de MERSCH